

l'éducation populaire en amérique latine

par Patrick Donovan

chercheur associé, faculté de l'Éducation permanente, Université de Montréal

L'éducation populaire en Amérique latine a une longue histoire et en est arrivée à un certain nombre de conclusions de base qui lui permettent aujourd'hui d'avancer et qui peuvent nous être fort utiles. Nous désirons, dans cet article, décrire les courants latino-américains d'éducation populaire et tenter d'expliquer leur apparition et leur croissance à partir des dynamismes ou des contradictions d'un système social national ou international. Cela nous permettra peut-être de faire certaines comparaisons avec des expériences d'éducation populaire au Québec. D'ailleurs nous voulons avant tout nous interroger sur notre travail ici et susciter un dynamisme nouveau à partir d'une solidarité qui respectera, de part et d'autre, les points communs et les différences, les engagements et les façons de travailler.

Rappelons qu'en 1974, du 27 janvier au 2 février, grâce à l'initiative de l'ICEA, avait lieu à Montréal un séminaire et un colloque réunissant des praticiens d'éducation populaire à la fois du Québec et de l'Amérique latine. Cet événement avait pour but de confronter les expériences dans ce domaine et de trouver de nouvelles lignes d'action.

Peuple éduqué ou peuple éducateur ?

L'éducation populaire en Amérique latine recoupe plusieurs réalités. Pour les uns, l'éducation populaire est l'éducation « pour » le peuple. Ce sont alors toutes les formes d'éducation destinées au peuple et sous la responsabilité d'organismes gouvernementaux ou privés, nationaux ou internationaux. Plusieurs noms désignent ces réalités éducatives : éducation des adultes, éducation permanente, promotion culturelle, etc.

Pour d'autres, l'éducation populaire est celle qui s'adresse au peuple et est réalisée « par » lui, c'est-à-dire par le prolétariat et le sous-prolétariat. Cette forme d'éducation n'est pas nécessairement reliée au système scolaire ou à un cadre institutionnel donne¹.

Cette dernière perspective met l'accent sur le fait que l'éducation populaire vient d'une initiative autonome du peuple. Cette activité éducative est réalisée par les divers secteurs du peuple, surtout par le prolétariat organisé, mais aussi par des organisations ouvrières de quartier.

Il peut exister aussi des activités éducatives dites populaires qui soient réalisées à travers une coopération entre des organismes populaires non contrôlés par le mouvement ouvrier et des organismes éducatifs sous le contrôle d'autres classes sociales. Le mouvement ouvrier est, selon nous, la conscience

critique et politique du prolétariat. Il tente de rallier les masses populaires à ses luttes économiques et socio-politiques. C'est pourquoi si certaines alliances entre des organismes populaires non contrôlés par le mouvement ouvrier et les organismes éducatifs d'autres classes sociales se concrétisent, il faut toujours bien identifier les partenaires et les intérêts réels poursuivis par de tels programmes.

Quelques courants significatifs

Adopter la première perspective de l'éducation populaire nous amène à parler de l'ensemble des programmes éducatifs destinés au peuple latino-américain et visant à répondre à ses besoins culturels. Nous exceptons ici les programmes réguliers d'éducation consacrés à la scolarisation des enfants. Il nous faut alors signaler : 1) les programmes scolaires organisés par le ministère de l'Éducation publique à l'intention des adultes en vue de leur alphabétisation ou de leur rattrapage scolaire, les programmes de santé ou de formation socio-technique mis sur pied par les ministères respectifs ; 2) les cours organisés par les universités pour la promotion culturelle des travailleurs ; 3) les programmes organisés par des organismes nationaux ou internationaux touchant la spécialisation socio-technique de travailleurs urbains ou ruraux ; 4) les programmes de développement communautaire ou régional mis sur pied par l'UNESCO ou par d'autres organismes internationaux comme l'Église catholique : ainsi les écoles radiophoniques dont l'ancêtre est « Radio Sutatenza », fondée en 1947 en Colombie ; DESAL (Centre pour le développement économique et social de l'Amérique latine) ; SEDECOS (Secrétariat des communications sociales), etc.

Si nous considérons d'autre part l'éducation populaire dans le second sens donné, nous observons alors des activités éducatives plus originales, mais hélas, moins connues. Ces activités

sont très variées et se greffent à la vie de l'ensemble des institutions du monde ouvrier. Ces activités, n'étant pas tellement structurées et spécialisées, n'ont pas la même reconnaissance publique que celles du système scolaire traditionnel. Elles sont cependant très efficaces et remettent en cause toute l'éducation scolaire en Amérique latine.

A titre d'illustration, signalons quelques courants de l'éducation populaire autonome. Tout d'abord, un secteur privilégié de l'éducation populaire en Amérique latine est celui qui naît au sein du mouvement ouvrier organisé, soit dans les syndicats, soit dans les partis politiques ouvriers. De peu d'envergure au départ, ces programmes réussissent à se structurer davantage par la suite et à prendre de l'ampleur. Par exemple, la CLASC (Confédération latino-américaine des syndicats chrétiens) au Venezuela, a mis sur pied des programmes de formation ouvrière pour les travailleurs latino-américains. Elle ambitionne aujourd'hui de fonder l'Université du mouvement ouvrier latino-américain. Ces programmes éducatifs reflètent évidemment les options des mouvements ouvriers latino-américains, leurs forces et leurs faiblesses.

Un autre courant important de l'éducation populaire autonome est celui qui naît au sein des quartiers populaires et se greffe aux institutions du quartier. Ces activités sont souvent très humbles et ont un caractère local. Par exemple, le dispensaire d'un quartier mène une campagne éducative d'hygiène ou de premiers soins ; de jeunes chômeurs montent un théâtre populaire qui traduit leurs problèmes et fait appel à la créativité artistique des autres jeunes du quartier ; le club culturel, animé souvent par de jeunes étudiants d'origine ouvrière, organise des cours de personnalité, d'orientation professionnelle, de formation politique ; on fait alors appel aux professeurs ou professionnels connus.

1. Julio Fernandez, *L'Éducation populaire en Amérique Latine*, Montréal, ICEA, 1974.

Le curé de la paroisse organisera aussi des cours reliés à ses activités religieuses et formera des groupes de discussion, habituellement des foyers chrétiens où ceux-ci réfléchissent sur les problèmes particuliers du couple ou de l'éducation des enfants. Un comité de citoyens pourra se charger d'organiser des conférences sur l'aspect juridique du comité ou tenter de mettre sur pied une commission d'étude sur les problèmes du quartier, etc.

Il nous est de fait impossible de décrire, ni même de nommer l'ensemble des activités d'éducation populaire de ce second courant, tant il est riche en Amérique latine. Certaines de ces expériences, la plupart en réalité, sont totalement inconnues en dehors du cercle très réduit où elles se réalisent. D'autres jouissent d'une notoriété à cause de la diffusion internationale qu'elles ont connue. Souvent on trouve un curé, un professeur ou un travailleur syndiqué au point de départ d'une activité éducative qui débouche sur une action de promotion communautaire ou régionale. Signalons, par exemple, le cas de Fomeque, village de montagnes situé à 100 milles de Bogota en Colombie, qui, dans les années cinquante, a amorcé un développement communautaire qui transforme présentement toute la région. Organisant d'abord des cours d'alphabétisation et de catéchèse, cet homme, entouré de quelques collaborateurs laïques dynamiques, a suscité chez le peuple, une mobilisation telle que la région s'est vue dotée de routes, d'hôpitaux, d'écoles, de centres communautaires, de chapelles, de clubs sportifs, etc. Cette transformation s'est réalisée, guidée par un modèle social d'égalité et de partage communautaires. Les gens se vantent maintenant de ne plus verrouiller leurs portes, car il n'existe plus de voleurs dans la région.

Certaines expériences ont commencé à un niveau local, puis ont connu un tel succès qu'elles se sont répandues ailleurs et furent

finalement adoptées par les gouvernements nationaux, et même exportées dans d'autres pays. Nous avons ici en tête l'expérience éducative de Paulo Freire dans le domaine de l'alphabétisation menée dans le Nord-Est brésilien, plus précisément à Recife, où travaille Dom Helder Camara. L'originalité de cette approche, qui unit à l'activité éducative un fort potentiel émotif et politique grâce à sa technique qui utilise le langage populaire, a produit des effets de conscientisation tels que le gouvernement brésilien a décidé de l'adopter au niveau national afin de contrôler son dynamisme. Il pouvait ainsi utiliser la méthode à son profit politique. L'auteur fut finalement expulsé. Mais sa méthode a connu un succès très grand, succès que nous devons cependant nous garder de surestimer.

Nous pourrions ainsi énumérer une multitude d'autres expériences : les communautés éducatives de San Miguelito à Panama ; l'Institut de recherche et de promotion de la culture populaire bolivienne à Oruro en Bolivie ; les *Jongleurs du Tiers-Monde*, troupe de chansonniers qui traduisent les misères du peuple sous forme de chansons et de mimes, à Pucallpa au Pérou ; les centres culturels à Témuco au Chili, etc.

Tous ces programmes éducatifs liés aux mouvements ouvriers n'ont évidemment pas la même orientation, ni le même succès. Certains programmes se préoccupent seulement d'activités culturelles sans se soucier de la promotion économique du milieu. D'autres centrent leurs activités sur la promotion socio-économique des gens en faisant référence à un modèle de développement moderne. D'autres, revalorisant les ressources culturelles, techniques et morales du peuple « *dinamización de la cultura* », vont jusqu'à promouvoir une révolution globale de la société.

Les programmes d'éducation populaire s'inscrivent donc dans des projets sociaux particuliers.

Les uns font appel à la modernisation de la société latino-américaine ; ils transmettent les connaissances techniques, les valeurs de la société industrielle ainsi que les aspirations correspondant à la consommation de biens sophistiqués. Leur modèle politique est celui des sociétés démocratiques formelles où la lutte des classes est niée et où l'égalité des chances de promotion est proclamée avec force. Les autres programmes dénoncent au contraire les injustices sociales dont souffre le peuple et font appel à l'action révolutionnaire.

Bref, les caractéristiques fondamentales de l'éducation populaire en Amérique latine semblent être les suivantes : elle part des besoins, de la vie et du travail de la classe ouvrière. Liée à une action qu'elle vivifie, elle fait surtout appel aux ressources locales. Sa méthode est *globale* contrairement à la *fragmentation* de la démarche scolaire. Elle peut déboucher sur une action politique.

Education populaire et société

Nous voulons finalement attirer l'attention sur un principe explicatif du développement des programmes d'éducation populaire en Amérique latine. Nous récusons la perspective qui envisagerait l'éducation comme un phénomène qui s'explique par lui-même. Selon cette problématique réduite, on ne parle que de méthodes innovatrices, de rentabilité liée à la formation des professeurs ou au nombre d'élèves par classe, etc. Nous soutenons au contraire que le phénomène éducatif ne peut se comprendre sans une référence explicite au système social à l'intérieur duquel il se situe. Ainsi, nous dirons que les conditions particulières de la lutte des classes, soit au plan économique, soit au plan politique, déterminent la croissance du système éducatif et ses modalités. Bien plus, que cette détermination se répercute au niveau de toute la vie de la nation, influence l'apparition même

me et la croissance des activités d'éducation populaire dites autonomes. Simplifiant à l'extrême, prenons deux cas :

A. Nécessité de réforme. Des groupes politiques doivent faire appel à de nouvelles bases d'appui. Ce recrutement des bases peut être de nature révolutionnaire ou simplement une manipulation des masses. On cherchera dans des campagnes massives d'éducation pour adultes à passer une formation politique visant soit la justification des changements, soit la participation accrue à un projet révolutionnaire déjà établi ou en voie de s'établir. Le mouvement ouvrier, par ses programmes éducatifs, appuiera le projet ou non, selon que ce projet sera en accord ou non avec ses intérêts. Signalons quelques pays dans cette situation : le Chili, l'Argentine, l'Uruguay ; ces pays ont un taux assez bas d'analphabétisme : respectivement, 20%, 14%, 15%. Aussi Cuba, le Brésil, le Venezuela, le Mexique, etc.

B. Nécessité de conservation. Ce cas fait référence à une situation où les bases de la légitimité sont externes et où il apparaît nécessaire d'éviter des conflits ou des révoltes. Les programmes d'éducation pour adultes tenteront alors de gagner les masses au projet politique officiel. Il est aussi possible d'imaginer le cas où les programmes d'éducation populaire seraient totalement éliminés dans le cas d'un pouvoir politique très conservateur. Dans cette catégorie, signalons : El Salvador, le Guatemala, le Honduras, la République Dominicaine, le Paraguay, la Bolivie, Haïti. Nous observons dans plusieurs de ces pays de très hauts taux² d'analphabétisme : le Guatemala, 71%, le Honduras, 65%, le Nicaragua, 62%.

En définitive, certaines formes de société sont moins propices à la promotion de l'éducation, en-

core moins au développement de l'éducation populaire. Nous référons ici à des nations où l'économie est nettement agraire et stagnante et où le pouvoir est entre les mains de l'aristocratie agraire ou de l'armée. Ce sont généralement des enclaves de dépendance économique. Or, dans ces pays, l'éducation ne connaît pas d'expansion significative. C'est cependant un champ fertile pour les organismes internationaux promoteurs d'un développement modéré ou pour la création de succursales éducatives des universités nord-américaines. Les gouvernements locaux tolèrent pareilles initiatives, car ces programmes peuvent leur avoir été imposés de l'extérieur et, somme toute, jouer une fonction décorative.

D'autre part, nous notons une expansion éducative dans des sociétés en voie de développement industriel. Certaines nécessités politiques ou économiques peuvent susciter des programmes tant nationaux qu'internationaux. D'autre part, une nouvelle dynamique sociale crée aussi des conditions propices à l'apparition de programmes d'éducation populaire autonomes. Les nécessités et les besoins variés des couches populaires — prolétariat et sous-prolétariat tant urbain que rural — alliés à cette dynamique nouvelle engendrée par l'évolution des conditions sociales, favorisent l'émergence de mouvements sociaux et un foisonnement d'activités de toutes sortes, y compris des activités éducatives.

Il ne faut jamais perdre de vue que si l'éducation comme action culturelle est toujours reliée à la structure sociale, celle-ci en contrepartie influence non seulement la variation quantitative et qualitative des programmes d'éducation formelle mais aussi des programmes d'éducation populaire. Bref, il me semble indispensable d'étudier le contexte social global pour comprendre les caractéristiques du développement de l'éducation populaire dans une société donnée. Selon les situations sociales, selon les

idéologies de développement véhiculées par les mouvements ou les partis politiques, selon leur force et leur base sociale, nous constaterons des différences dans les programmes éducatifs mis en place, les budgets alloués, les populations visées, les contenus véhiculés, les méthodes utilisées.

Au Québec

Qu'en est-il au Québec ? Pouvons-nous établir des analogies entre l'éducation populaire au Québec et celle de l'Amérique latine ? En vertu de ce que nous venons tout juste d'écrire, il faudrait — pour que nos comparaisons soient pertinentes — analyser de très près l'évolution du contexte social québécois. Des études plus poussées nous seraient également nécessaires pour saisir les véritables dimensions et caractéristiques de l'éducation populaire au Québec. Aussi nous contenterons-nous de quelques observations sommaires.

Nous vivons au Québec dans une société, qui jouit de certains « privilèges » du fait d'être si près du centre de l'impérialisme et qui présente certaines des caractéristiques d'une colonie. Ici, « les grandes corporations, salariés compris, profitent des nouvelles formes d'exploitation exercées aux dépens des pays dominés et de larges secteurs des sociétés dominantes elles-mêmes³ ».

Alain Touraine poursuit : « Le saut des sociétés de rareté aux sociétés d'affluence entraîne un renversement des rapports dominants... La domination sociale prend en particulier trois formes nouvelles. En premier lieu, les grandes organisations exercent sur leurs membres des pressions croissantes en vue de les intégrer à l'entreprise... Ces organisations agissent sur les attitudes à l'égard de l'entreprise, sur les relations sociales. Les contraintes doivent être intériorisées...

2. Yvan Labelle, "Educational Planning and Socio-Economic Development in Latin America", *SONDEOS*, no 9, Centro Intercultural de Documentación, Mexico, 1966, p. 41.

3. Alain Touraine, *Pour la sociologie*, Paris, Seuil, 1974, pp. 146-147.

En second lieu cette domination déborde le domaine de la production et s'étend à ceux de l'information et de la consommation, par les mass media. Enfin, le rôle croissant des Etats, de leur puissance et de leurs possibilités stratégiques, renforcent l'impérialisme, la volonté de domination des centres mondiaux de pouvoir sur les régions sous-développées ou incorporées à une aire d'influence⁴ ».

Ces trois thèmes sont présents dans tous les grands mouvements sociaux d'aujourd'hui, qui ne se définissent pas seulement par un conflit économique, mais plus encore par leur opposition à une domination politique, sociale et culturelle. L'éducation populaire, qui est une forme d'activité des mouvements sociaux, reflète et entraîne de plusieurs façons la contestation contre ces formes de domination. Une analyse détaillée de l'éducation populaire au Québec nous permettrait en effet de préciser et de vérifier cette hypothèse.

La thématique des programmes d'éducation syndicale donne non seulement de l'importance aux revendications qualitatives des

salariés dans leur travail — santé et sécurité —, mais aussi tend à se soucier de plus en plus directement de problèmes généraux d'organisation sociale : vie urbaine, équipements collectifs, éducation, système social, par exemple, « le deuxième front », « Ne comptons que sur nos propres moyens », etc.

La Jeunesse Ouvrière Catholique (JOC) a vu la nécessité de la promotion de la culture chez les jeunes travailleurs et a mis sur pied en 1971 un centre spécialisé d'animation et de culture ouvrière (CACO).

Des organismes éducatifs, en appui au mouvement sont nés dans les quartiers populaires : le Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles ; le Projet d'organisation populaire d'information et de regroupement, (POPIR) ; le Centre de formation populaire, (CFP) ; l'Association coopérative d'économie familiale, (ACEF), etc. Ces organismes d'éducation populaire ne font pas seulement la promotion d'une prise de conscience de l'exploitation au niveau de la production, mais aussi une éducation à la consommation, une lecture critique de l'information des mass media, une analyse de l'Etat et de la société, etc. Par exemple, le programme éducatif

de POPIR « Les citoyens face au pouvoir ».

Les organismes d'éducation populaire doivent même lutter pour empêcher un monopole de l'Etat dans le domaine de la culture et de l'éducation. Nous avons vu comment le gouvernement du Québec a étatisé l'innovation éducative que fut l'expérience de TEVEC et a par la suite poursuivi son offensive avec MULTIMEDIA.

L'autonomie des organismes d'éducation populaire et leur rôle irremplaçable est présentement défendu par l'ICEA et les organismes concernés. Le mémoire sur le financement des organismes d'éducation populaire par le ministère de l'Éducation, présenté par l'ICEA en octobre 1972, en témoigne éloquemment. Par la suite, d'autres luttes du même ordre ont été menées par ces organismes dans le domaine de la télévision communautaire.

En conclusion, nous pouvons soutenir que l'étude de l'éducation populaire n'est pas seulement orientée à découvrir de nouvelles méthodes d'enseignement, mais bien plus encore à explorer comment elle pourrait contribuer encore plus au changement social entrepris par les mouvements populaires ●

4. Alain Touraine, *op. cit.* pp. 187-188.

LA GRÈCE

2 SEMAINES à partir de **\$495**

Croisière de 4 jours ● Tour à Delphes 2 jours ● Tour de ville à Athènes ● Excursion à Cape Sounion ● Séjour 3 jours à Myconos ● Séjour 4 jours à Glyfada ● Inclus : transferts, hôtels première classe et demi-pension.

tarif aérien
en sus

AGENCE DE VOYAGES REX

LES SPÉCIALISTES SUR LA GRÈCE

5622, avenue du Parc

273-4416